



Non à la banalisation des interventions militaires françaises

C'est la première fois que Macron, en tant que chef d'Etat, a décidé de faire tirer des missiles en Syrie, en étroite collaboration avec Trump et Teresa May. Il rejoint ainsi les dirigeants de cette troïka qui s'autorise à semer le feu, la guerre et la dévastation, partout où l'impérialisme US le décide.

C'est Trump qui, le 13 avril, a donné le signal de l'attaque d'une centaine de missiles, après avoir tenu des propos incohérents et avoir été « recadré » par le secrétaire à la défense. Pour T May, « il n'y avait pas d'autre alternative » : c'est ce qu'elle avait déjà dit au moment d'accuser la Russie d'avoir mené « une action de guerre chimique » en empoisonnant un ancien espion russe, agent des Britanniques. Quant à Macron, il poursuit la politique de guerre de Hollande qui avait décidé d'engager l'armée française aux côtés de la coalition étasunienne dès 2014. Mais il tient à souligner sa « différence » ; dès lors que la « ligne rouge des bombardements chimiques » aurait été franchie par le régime syrien, la France répliquerait à travers une action militaire le ciblant. Une façon de se démarquer de Hollande qui avait brandi la même menace mais qui avait dû renoncer, suite à la décision d'Obama de surseoir aux bombardements contre les forces syriennes.

Depuis, la situation en Syrie a beaucoup évolué, en faveur du régime syrien soutenu par la Russie, l'Iran... Le régime d'Assad a repris le contrôle militaire d'une partie du pays (déjà occupé par les USA, la Turquie et Israël, dans le Golan), notamment la région de Damas, avec la prise de contrôle de la Ghouta, au terme d'un siège sanglant. C'est au cours de ce siège qu'un bombardement au chlore et à d'autres agents chimiques, attribué au régime d'Assad, a été brandi par Trump, May et Macron, comme la « preuve » et le prétexte au tir de leurs missiles.

Il n'y a pas de preuve, il n'y en aura pas et de toute façon, cela ne justifie en aucun cas ces bombardements.

Toujours présentés comme des « frappes chirurgicales » qui ne feraient aucune victime civile, ces bombardements sont une attaque contre le régime syrien, mais avant tout un « message » adressé à la Russie.

C'est le sens des déclarations de la ministre F Parly qui a précisé : « nous ne cherchons pas la confrontation et nous refusons toute logique d'escalade militaire. C'est la raison pour laquelle, avec nos alliés, nous avons veillé à ce que les Russes soient prévenus en amont ».

Il ne faut pas banaliser les interventions militaires de l'impérialisme français

Macron renforce les liens avec l'impérialisme US, dont le représentant actuel, Trump, allie la politique de la provocation et de la déstabiliser avec un renforcement de ses capacités militaires pour la guerre.

Il prétend faire partie de ceux qui décident pour les autres, au niveau international, en s'appuyant sur une armée qui intervient en Afrique, au Moyen Orient. Pour cela, il y consacre toujours plus de moyens financiers, matériels et humains. Un missile, c'est, selon Le Drian, 800 000 euros et une heure d'avion, 40 000 !

Il pense pouvoir s'appuyer sur une « unité nationale » autour de cette politique, pour essayer de détourner les colères sociales qui se renforcent.

De cela, nous en tirons deux conclusions :

Il faut renforcer les fronts de contestation de sa politique anti ouvrière et anti populaire ; il faut aider les cheminots à gagner dans leur combat contre la remise en cause de leur statut, pour la défense du service public. Il faut soutenir les autres fronts de résistance, que ce soit dans le privé ou dans la fonction publique, dans la santé, les facs...

Il faut faire monter la dénonciation de la politique de guerre, la militarisation de la société. Il faut faire grandir l'exigence de la sortie de la France de l'Otan et le retrait des bases militaires françaises dans le monde.

PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE

Paris, 14 avril 2018